L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 21 AOUT 1888.

OFFICIEL.

Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane.

Session Régulière de 1888.

No 130.]
RESOLUTION CONCURRENTE.

Attendu que le comité des allocations de la Chambre a fait un rapport défavorable au bill No 104, parce que la situation financière de l'Etat ne justifierait pas ladite allocation.—

Attendu que l'allocation visée par le bill No 104 serait très utile à l'Etat de la Louisiane, et lui serait avantageuse, à la principale industrie de cet Etat,—

Il est résolu par la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, avec le concours du Sénat, que nos sénateurs et représentants au Congrès des Etats-Unis sont requis de faire tous leurs efforts pour obtenir une allocation de $100,000 pour l'établissement d'une école de l'industrie sucrière dans cet Etat et pour des achats d'appareils destinés aux expériences appliquées à la canne, au sorgho et à la betterave. Sur cette somme, $50,000 seraient mis pour faire des expériences avec l'appareil de diffusion connu de Percy. Nos représentants et sénateurs sont également requis de n'épargner aucun effort pour faire voter par le Congrès un bill ordonnant l'érection en matériaux aux Etats-Unis des machines décrites aux exposés et dessins.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original
JOS. GERBIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 131]
RESOLUTION CONCURRENTE.

Attendu que des milliers d'acres des meilleures terres de l'Etat de la Louisiane ne sont pas employés à la culture sur le bayou Bonbarois, le bayou Paul et le bayou Lafourche, dans la paroisse Iberville, Louisiane.

Attendu que ces centaines de milliers d'acres de terres ne sont pas cultivés à cause des bois morts, des herbages épineux et d'autres obstacles qui en empêchent le drainage, qui privent les classes ouvrières blanches et de couleur, de la faculté de se procurer des fermes qu'ils toucheraient certainement si le territoire dont il s'agit était propre à la culture;

Reconnu par la Chambre des Représentants de la Louisiane avec le concours du Sénat, que des pétitionnaires seront présentés par les représentants et sénateurs au Congrès dans le but d'user de leur influence pour obtenir une allocation de $1,000,000 pour l'établissement d'une école de l'industrie sucrière dans cet Etat et pour des achats d'appareils destinés aux expériences appliquées à la canne, au sorgho et à la betterave. Sur cette somme, $50,000 seraient mis pour faire des expériences avec l'appareil de diffusion connu de Percy. Nos représentants et sénateurs sont également requis de n'épargner aucun effort pour faire voter par le Congrès un bill ordonnant l'érection en matériaux aux Etats-Unis des machines décrites aux exposés et dessins.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original
JOS. GERBIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 132] LOI
Pour pourvoir à l'établissement d'une école de force et d'un système d'irrigation pour les cultivateurs, et pour d'autres objets; pour autoriser ces corporations municipales, et pour pourvoir aux voies et moyens à employer dans ce but.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que dans tous les cas où une corporation déjà prise l'obligation, ou devra prendra plus tard l'obligation, vous-vis d'une paroisse ou d'une corporation municipale de cet Etat, de payer, prélever, réparer et reconstruire une rue, un chemin, un pont, une levée, un canal ou un chemin de traverse, ou bien pour prendre soin, et qu'il manque ou néglige de remplir cette obligation, il sera loisible à ladite paroisse ou corporation municipale ou à un fonctionnaire relevant de ladite corporation, ou à ceux contribuables qui le désirent, de forcer par un writ de mandamus la corporation ci-dessus de remplir les obligations dû son contrat. Ce writ de mandamus sera retournable dans les cinq jours, et jugé de préférence à tout autre affaire, sauf mis, pendant les vacances, aussi tôt que l'époque des sessions de la cour, et en cas d'appel sera jugé de préférence à la Cour d'Appel.

Sec. 2.—Il est en plus décrété, etc., Que dans le cas où une corporation municipale négligera d'obéir implicitement à un jugement rendu contre elle, dans les cas précités dessus, dans les deux années de la date du jugement ou de l'arrêt définitif, le juge de district pourra nommer un ou plusieurs commissaires pour faire exécuter ledit jugement ou arrêt définitif, et ces commissaires auront tous les pouvoirs nécessaires dans la même année de lever un writ de mandamus contre ladite corporation, et d'obliger par saisie de toute la propriété de ladite corporation ou partout ailleurs dans le pouvoir de l'exécuteur, ou jugement de la cour.

Sec. 3.—Il est en plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire aux dispositions de la présente est et demeure rappelée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original
JOS. GERBIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 133] LOI
Pour amender et décréter à nouveau l'article 3095 du Code Civil Revisé de la Louisiane.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que l'article 3095 du Code Civil de la Louisiane est amendé et décrété à nouveau dans les termes suivants: La propriété d'un bâtiment ne peut pas être hypothéquée pour cause de l'entretenement, pour le payement duquel il a été accordé

sous la condition expresse de l'hypothèque. Mais un créancier quelconque, qui n'a pas consenti à l'attermoiement, peut exiger que le débiteur fournisse un cautionnement pour que la propriété laissée en sa possession ne soit pas aliénée, ou, si elle l'est, pour que l'argent provenant de la vente ou de l'hypothèque soit employé à acquitter au prorata les dettes existant à l'époque de l'attermoiement. Si un débiteur quelconque ayant obtenu un attermoiement manque ou néglige de fournir, quand il en sera requis par la cour, le cautionnement ci-dessus stipulé, dans les dix jours qui suivront celui où la cour a émis l'ordre, ou manque ou néglige de payer ses créanciers respectifs, selon les conditions de l'attermoiement, tout créancier intéressé peut procéder sommairement contre le débiteur en faisant une motion en cour ordonnant au dit débiteur de déduire les raisons pour lesquelles le jugement décrétant l'attermoiement ne serait pas déclaré nul et non avenu, et le débiteur d'une autre part ne ferait pas immédiatement une cession de ses propriétés à ses créanciers. La cour en confirmant la motion nommera un syndic provisoire et convoquera une réunion des créanciers qui sera tenue, conformément à la loi, pour l'élection d'un syndic et pour prendre telles autres mesures dont ils seront légalement saisis.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire aux dispositions de la présente est et demeure rappelée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Jos. GERBIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

La troupe de l'Opéra.

M. Georges Rieque, qui n'est pas seulement l'agent mais aussi un ami de Mme et M. Mangé, prend le plus vif intérêt à l'entreprise de l'Opéra. Depuis plusieurs mois il travaille avec eux à la formation de la troupe nouvelle, et leurs efforts combinés ont, nous assure-t-on, des résultats excellents. En relations d'affaires de longue date, avec Mme et M. Mangé, M. Rieque, directeur d'une des Agences les plus autorisées de Paris, tient en très haute considération ses clients, et il multiplie ses efforts afin de les aider à grouper un personnel digne d'être de premier ordre.

De cette considération, de cette sollicitude il vient de donner une preuve nouvelle. On sera convaincu en lisant la lettre suivante que spontanément il a adressée au général Beban, président du Comité qui, à l'issue de la dernière saison théâtrale, s'est formé afin d'aider à l'abonnement de la campagne théâtrale de 1888-1889.

Nous empruntons les lignes suivantes à cette lettre qui nous a été remise beaucoup trop tard pour qu'elle fut publiée dans notre numéro de dimanche.

Paris, 25 juillet 1888.

Général,

Dans leurs récentes conversations au sujet des engagements de la nouvelle compagnie d'opéra pour la saison 1888-1889, Monsieur et Madame Mangé ont bien voulu m'intéresser du puissant intérêt que vous portez à l'art lyrique, et combien à ce point de vue, vous vous êtes efforcé de seconder la Direction de fait, et malgré années afin de développer son programme d'une façon satisfaisante pour le public louisianais.

Dans ces ordres d'idées je puis vous affirmer, ce détail, que les pourparlers avec ce ténor artiste *aimé aux environs brillants* de Paris et de *Bruxelles* ne viennent à exploitation 1888-1889 une marche ascendante sur les années précédentes.

Ainsi [illegible] reconnaissants du haut patronage qu'il leur accorde pour votre Comité, *Mme et M. Mangé font ce qu'ils peuvent dans le choix de leurs engagements.*

Les sacrifices pécuniers seront nullement à envisager la convenance du Comité et le prestige de notre théâtre, en leur faveur, ne possédant à ce point de vue de sympathie et encouragement qu'il leur a déjà donnés.

Je respecte mon amitié à l'état que vous voudrez bien accorder à mes humbles efforts et à ce sujet, autant en l'épreuve de votre dévouement que de l'intérêt que j'ai à M. et Mme Mangé, qui sacrifiés toutes leurs ressources et leur travail.

Veuillez agréer, Général,
Mes humbles salutations,
[illegible]

Nous [illegible] [illegible] [illegible]